

2016-12

Classes moyennes et perspectives de croissance et de développement économiques en Afrique, pp. 199-226,

NDAYIZEYE Léonidas

UB, Cahiers du CURDES

NDAYIZEYE Léonidas, Classes moyennes et perspectives de croissance et de développement économiques en Afrique, pp. 199-226, Cahiers du CURDES n° 16, Décembre 2016.

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/599>

Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi

CLASSES MOYENNES ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE.

Université du Burundi, FSEG-CURDES, B.P 1049, Bujumbura-
Burundi

Dr. Léonidas NDAYIZEYE

Résumé:

L'objet de cet article est de montrer l'importance économique de la classe moyenne. Il contribue ainsi à la discussion y relative. La littérature montre en effet que le nombre des individus appartenant à cette classe dans les pays en développement s'est fortement accru. Mais, à y regarder de très près, cette augmentation se localise essentiellement en Asie, avec la montée en puissance de la Chine, des Dragons et des Tigres asiatiques, l'Afrique restant, elle, à la traîne.

Or, l'importance de la classe moyenne révèle un niveau élevé d'aspiration aussi bien du côté du politique que du point de vue économique dans un pays. Plus une part importante de la population d'un pays appartient à la classe moyenne, plus de nouvelles perspectives économiques se dessinent et plus le niveau d'aspiration est grand. Le progrès économique devient alors une réalité, tiré par des secteurs non traditionnels, tels les télécoms, les supermarchés et centres commerciaux, l'électronique, etc.

Dans cet article, nous montrons néanmoins que pour ce qui est de l'Afrique, la majorité de ceux qui appartiennent à la classe moyenne reste concentrée dans ce que la Banque Africaine de Développement (BAfD) a qualifié de « classe flottante », dont la consommation quotidienne est située entre 2 et 4 dollars, et qui est constituée par des individus à peine émergés de la précarité, tout en demeurant dans une position instable et vulnérable. Pour

cette classe en effet, le risque de retourner dans la précarité lorsqu'advient une situation critique (chômage, récession, fortes hausses des prix alimentaires importés, épisodes climatiques défavorables, etc.) reste très élevé. Par contre, la part de ceux appartenant à la classe moyenne jugée stable, avec une dépense quotidienne de plus de 4 dollars par jours, reste marginale.

Ainsi, même s'il existe encore une divergence de vues, l'on s'accorde à reconnaître que, en Afrique, l'émergence de la classe moyenne n'en est qu'à ses débuts. De cela, et étant donné l'importance économique de la classe moyenne, le présent travail recommande aux pouvoirs publics en Afrique de prendre des mesures à même de permettre l'émergence rapide et soutenue de cette classe pour soutenir les efforts de croissance et de développement économique du continent.

Mots clés: classe moyenne, revenu, développement économique, croissance économique, Afrique.

Introduction

La problématique d'une classe moyenne africaine est devenue un sujet d'une grande préoccupation ces dernières années. En effet, la quasi-totalité des études-ménages et des analyses méso- ou macro-économiques soulignent désormais l'émergence de nouvelles catégories sociales disposant de revenus moyens, au-dessus du niveau de pauvreté, leur permettant de satisfaire leurs besoins, de dégager un revenu disponible au-delà des dépenses obligatoires et d'investir au moins de petites sommes dans l'avenir (D. Darbon, 2012).

Toutefois, ces différentes études ne s'accordent pas sur la définition à accorder à la classe moyenne. De façon globale, les auteurs qui se sont lancés dans un inventaire des définitions possibles en ont déjà recensés plus de 150 définitions (R. Bigot *et al.* 2011). Certains des auteurs abordent la question de la (des) classe(s) moyenne(s)⁴⁵ sous l'angle des statuts sociaux, des métiers, des professions ou du capital culturel. D'autres prennent plutôt comme étalon le capital économique (les revenus ou le patrimoine). Il en résulte une divergence de vues mais, pour ce qui est de l'Afrique, l'on s'accorde à reconnaître que l'émergence de cette classe n'en est qu'à ses débuts alors qu'elle est perçue comme symbolisant l'arrivée d'une nouvelle classe de consommateurs, à l'origine de l'expansion de nouveaux secteurs d'activités (télécommunications, industrie automobile, distribution ou encore le secteur bancaire) et source de nombreuses opportunités d'affaires.

Les classes moyennes ont en effet toujours accumulé du capital, qu'il soit physique (usines, équipements ou logements) ou humain (éducation ou santé) (M. Pezzini, 2012). En faisant de cette nouvelle catégorie de population à revenu intermédiaire une classe moyenne stable, on jette des

⁴⁵ A la différence d'autres appellations comme bourgeoisie, paysannerie, classe ouvrière, le vocable « classe moyenne » ou « classes moyennes » ne renvoie d'emblée à aucun groupe social précis, si ce n'est que les catégories désignées sous ce label ne se situent ni au sommet ni au bas de la hiérarchie sociale. L'usage du pluriel s'impose alors car il ne s'agit pas d'une classe homogène, mais de plusieurs.

bases solides pour le progrès économique en stimulant la consommation et la demande intérieure.

L'importance accordée à la classe moyenne est ainsi liée au fait que cette dernière serait à la base même de l'optimisme des pays grâce aux nouvelles opportunités qui accompagne son ascension. Ainsi, en Asie par exemple, c'est cette classe qui a permis une croissance soutenue de la consommation et des investissements et s'est par la suite affirmée comme le moteur de la demande mondiale (Hugon *et al.*, 2012). L'optimisme d'un meilleur avenir de l'Afrique serait ainsi fondé sur les idées reçues selon lesquelles les classes moyennes en Afrique se développent de plus en plus. C'est alors que la BAfD (2011) avançait qu'un tiers des Africains, soit environ 300 millions de personnes, appartiendraient aujourd'hui à la classe moyenne. Mais, certaines institutions internationales ont défini une « classe moyenne mondiale » composée des individus disposant d'un revenu par tête et par jour compris entre 12 et 15 dollars. Cette fourchette ne concernait en 2011 que 32 millions d'Africains (C. Nallet, 2015). La question qui se pose alors à ce niveau est celle de savoir si l'Afrique possède réellement une classe moyenne à même de jouer le rôle moteur reconnu à cette classe, à savoir celui de tirer sa croissance économique.

L'objectif ici est de contribuer à la discussion théorique en mobilisant notamment la littérature relative à la classe moyenne et de montrer, à l'aide des données empiriques, que la faiblesse de la classe moyenne en Afrique constitue un handicap majeur pour sa perspective de croissance et de développement économique. L'essor des classes moyennes en Afrique est en effet considéré comme l'un des enjeux majeurs pour dynamiser le développement du continent et le principal levier de croissance.

I. Repérages de la classe moyenne en Afrique

En 2009, la « classe moyenne » comptait environ 1,8 milliard d'individus à travers le monde (M. Pezzini, 2012). Selon cet auteur, l'Europe en comptait alors 664 millions ; l'Asie 525 millions pendant que l'Amérique du Nord en comptait 338 millions. Toujours d'après le même auteur, cet essor se poursuit : la classe moyenne mondiale passera de 1,8 milliard de personnes en 2009 à 3,2 milliards en 2020, et à 4,9 milliards en 2030. Cette

progression sera tirée par l'Asie, qui représentera, en 2030, 66 % de la classe moyenne mondiale et 59 % de la consommation des classes moyennes, contre 28 % et 23 % respectivement en 2009. Les projections montrent qu'en 2030, près des deux tiers de la classe moyenne mondiale vivront dans la région Asie-Pacifique, 10 % environ en Amérique centrale et du Sud et seulement 2 % en Afrique subsaharienne (Afrique méditerranée Business, 2014).

Partant de ce constat, la question en rapport avec la classe moyenne en Afrique reste aujourd'hui très discutée et discutable. Dans un rapport de 2011 intitulé « *The middle of the pyramid: dynamics of the African Middle Class* », la Banque africaine de développement (BAfD) définit la classe moyenne comme étant celle composée d'individus dépensant entre 2 \$ et 20 \$ par jour.

Cette définition donnée par la BAfD a été largement critiquée. En effet, environ 60% des individus appartenant à la classe moyenne au sens de la BAfD dépensent en réalité entre 2 USD et 4 USD par jour pour vivre. Ils appartiennent ainsi à ce que la banque appelle la classe moyenne flottante (« *floating middle class* »), une catégorie vulnérable aux aléas économiques et susceptible de retomber dans la pauvreté. La « tension » principale se joue sur la nécessité de maintenir le foyer hors de la précarité tout en lui donnant les moyens d'atteindre ses objectifs d'ascension, avec des ressources limitées (C. Nallet, 2015).

D'autres définitions ont alors émergées. Ainsi, la firme McKinsey (2010) définissait les ménages appartenant à la classe moyenne comme ceux gagnant plus de 5000 USD par an et ayant les ressources nécessaires pour réaliser des « dépenses discrétionnaires » (soit un niveau de revenu leur permettant de dépenser environ la moitié en biens /services de consommation, hors produits alimentaires). La Standard Bank, en 2014, dans une étude intitulée « *Understanding Africa's Middle Class* », caractérisait la classe moyenne comme les ménages gagnant entre 8500 USD et 42000 USD par an (la classe moyenne inférieure étant définie comme les ménages gagnant entre 5500 USD et 8500 USD par an et la classe moyenne supérieure comme les ménages gagnant plus de 42000 USD par an).

Inévitablement, ces différences de définition créent un désaccord sur le pourcentage de la population africaine tombant dans cette catégorie. Si l'on s'en tient à la définition de la BAfD (2011), près de 370 millions de personnes appartiennent à la classe moyenne en Afrique, soit 34 % des quelques 1,1 milliard d'habitants du continent (Morgane Le Cam, 2015). Toutefois, la notion de « classe moyenne flottante » introduite par la BAfD qui intègre des individus tout juste sortis de la pauvreté et dont la situation reste plutôt très précaire amène beaucoup de chercheurs à parler plutôt de « petite prospérité » à la place de la classe moyenne en Afrique (C. Nallet, 2015).

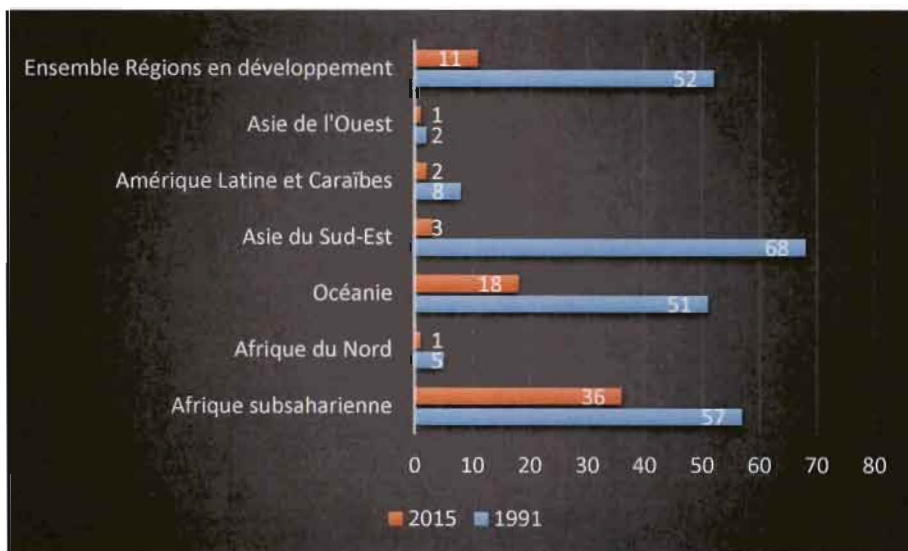
Des chercheurs en sciences sociales du Centre d'Etudes d'Afrique Noire à Bordeaux au Laboratoire « Les Afriques dans le monde », avec le photographe Joan Bardeletti, définissent les classes moyennes africaines comme des « personnes qui disposent d'une somme qu'ils peuvent choisir de dépenser ou non, une fois qu'ils ont satisfait à leurs besoins essentiels ». Avec un revenu qui oscille entre 2\$ et 15\$ par jour, elles investissent massivement dans l'éducation de leurs enfants, habitent de nouveaux quartiers, plus confortables. Cette « petite prospérité » n'entre pas dans les critères de définition de la classe moyenne mondiale. Jacquemot (2015) parle alors des populations en voie d'«*enrichissement* », composées d'un ensemble d'individus qui émergent juste de la précarité quotidienne sans être pour autant à l'abri d'un déclasserement soudain.

Qualifiés alors de « Gens de l'entre-deux »⁴⁶, les individus de la classe moyenne en Afrique expriment une quête du mieux-être, une projection vers un meilleur futur, d'autres manières de vivre qu'ils ne perçoivent qu'indistinctement mais vers lesquelles ils tendent. L'expression « classes moyennes » en Afrique ne doit donc pas laisser croire en l'existence d'un groupe structuré, conscient de son identité sociale commune. Les individus de ce groupe sortent à peine de la pauvreté et se battent pour améliorer leur sort et donner un meilleur futur à leurs enfants.

⁴⁶ Termes utilisés pour signifier que les individus jugés appartenir à la classe moyenne en Afrique sont juste entre les très pauvres, nombreux, et les riches, très peu nombreux. Eux, ils ne sont ni très pauvres mais pas tout de même riches. Ils sont donc pauvres.

Toutefois, la « montée » des classes moyennes en Afrique accompagne la baisse du taux relatif de pauvreté. Le graphique ci-après montre l'évolution de la proportion des personnes employées vivant avec moins de 1,25 \$ par jour en 1991 et en 2015.

Graphique 1: Proportion des personnes employées vivant avec moins de 1,25 \$ par jours en 1991 et en 2015 (en %)



Source: Nations Unies, Rapport 2015 sur les OMDs

Le graphique montre que la proportion des travailleurs vivant avec moins de 1,25 \$ par jour (donc en deçà du seuil de pauvreté) a partout régressé mais reste très élevée en Afrique subsaharienne, avec 36 % en 2015 contre 57 % en 1991. Une évolution la plus remarquable se situe en Asie du Sud Est où cette proportion est passée de 68 % en 1991 à 3 % en 2015.

D'un autre côté, d'autres études montrent que même si la proportion des pauvres a diminué en Afrique au sud du Sahara, le nombre absolu de pauvres, lui, a plutôt augmenté. Ainsi, le rapport d'octobre 2015 de la Banque Mondiale sur la pauvreté en Afrique estime qu'en 2012, 389 millions de personnes, soit 43 % de la population totale en Afrique subsaharienne, vivaient dans l'extrême pauvreté. Cela représentait alors 9 millions de moins par rapport à 2010 comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 1: Nombre de personnes très pauvres par région (Personnes vivant avec moins de 1, 90 \$ en PPA 2011) (en millions)

Région/Année	1981	1984	1987	1990	1993	1996	1999	2002	2005	2008	2010	2012
Asie du sud	538	548	574	575	579	550	617	583	539	501	437	309
Asie de l'Est et Pacifique	1143	1044	918	996	891	699	690	553	367	297	226	147
Amérique Latine et Caraïbe	88	106	84	78	69	69	71	70	57	41	38	34
Moyen orient et Afrique du Nord	15	16	18	14	17	16	11	11	10	9	6	6
Afrique subsaharienne	210	244	263	288	336	349	375	399	402	392	398	389

Source. Banque Mondiale, 2015

Début octobre, le Rapport de suivi mondial 2015/2016 publié également par la Banque mondiale évaluait le nombre de personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne à 347 millions alors qu'on en recensait 284 millions en 1990. Ainsi, le pourcentage d'africains vivant dans la pauvreté diminue mais leur nombre augmente. Dans une situation d'extrême pauvreté, les chances d'avoir des bases solides pour se construire une classe moyenne à même de tirer l'économie vers le haut s'amenuisent. A ce constat plutôt amer, P. Jacquemot (2015) ajoute que la notion de classe moyenne en Afrique est d'autant plus fragile que l'importance du secteur informel, le cumul systématique des activités par un même individu, la non-fiabilité des répertoires professionnels établis par les Etats et le poids écrasant de la pauvreté ne cessent d'en diluer l'existence. A cet effet, l'on peut se demander s'il existe réellement une classe moyenne en Afrique. Cette question est traitée au point 4 de cet article, après avoir cerné la problématique relative à la classe moyenne (point 2) et son importance économique (point 3).

2. Problématique liée à la classe moyenne

Trois principales méthodes peuvent être employées pour appréhender la problématique de la classe moyenne (J. Damon, 2011) : approche par les revenus ou des dépenses ; approche par appartenances socioprofessionnelles et celle par identification individuelle à la catégorie.

2.1. Approche par les revenus

C'est une approche classique basée sur les revenus qui ouvre l'accès aux biens et services et les niveaux de vie. Elle consiste à dégager les revenus moyens. De la sorte, l'identification statistique de la classe moyenne repose la plupart du temps sur la définition d'un intervalle de revenu dans lequel se situent les ménages qui la composent (C. Matthieu et E. Rougier, 2015). Cette approche consiste à définir cette classe comme la population qui se situe au milieu de la distribution du revenu. Le critère de revenu place la classe moyenne entre les 20 % les plus riches et les 30 % les plus pauvres (P. Jacquemot, 2012). Pour Birdsall *et al.* (2000), la classe moyenne regroupe les individus dont le revenu se situe entre 75% et 125% autour du revenu médian, c'est-à-dire le revenu qui partage en deux la population (une moitié gagne plus, l'autre moins), alors que Easterly (2001) la définit comme l'ensemble des individus appartenant aux trois quintiles de revenu du milieu distribution. Ici, à chaque fois que l'on doit s'intéresser aux

classes moyennes, il faut absolument s'attarder sur les chiffres utilisés pour en définir le seuil.

2.2. Catégories socioprofessionnelles

Cette méthode consiste à dégager non pas des revenus mais des situations, des statuts et des professions qui caractériseraient des modes de vie et des aspirations. Elle accorde de l'importance au statut professionnel qui ouvre au prestige social. Elle est basée sur les professions, valeurs et modes de vie. Par exemple, selon la nomenclature sociologique, les classes moyennes regrouperaient les « professions intermédiaires », formées en bonne partie par les « cadres supérieurs » (F. Delorme et S. St-Cerny, 2014). Mais pour affirmer cette approche, d'autres éléments doivent également être pris en compte comme ceux qui caractérisent la situation de travail d'un individu (secteur d'activité, type de contrat de travail, niveau de qualification) (R. Bigot *et al.* 2011).

C'est une méthode plutôt rarement utilisée par les appareils statistiques des pays en développement et presque jamais par les institutions internationales pour des raisons évidentes de comparabilité et de disponibilité défailtantes de nomenclatures et des informations (C. Matthieu et E. Rougier, 2015).

2.3. Identification ou mode de vie

Il s'agit ici de demander aux individus où ils se situent sur une échelle de positions sociales. C'est un critère plutôt subjectif, basé sur l'autoévaluation. Cette méthode est jugée possible mais elle est peu répandue.

Il est question de mener des sondages nationaux pour rassembler des informations nécessaires à cette fin. Le problème posé à ce niveau est que ces informations, pour ce qui est des pays en développement, sont difficilement comparables, à la différence, par exemple, des sondages Eurobaromètre menés dans l'Union européenne. Matthieu C. et E. Rougier (2015) notent ainsi que ce genre de sondages est méthodologiquement et financièrement compliqué à réaliser dans des pays pauvres où la population est difficile à échantillonner (car mal connue). Selon ces auteurs, les complications relèvent du fait que les appréciations nationales de ce qu'est

la classe moyenne⁴⁷ doivent conduire à bien des précautions lorsqu'il est question d'interprétation, ce qui n'est pas le cas dans les pays développés où l'exercice est plutôt assez aisé et permet ainsi de faire des comparaisons internationale. Par contre, dans les pays émergents et dans les pays qui n'ont pas encore décollé économiquement, l'exercice demeure rare et, souvent, improbable. En Afrique, le concept de classe moyenne a été parfois utilisé pour désigner les catégories lettrés ou « évolués », capables de prendre les rênes du pouvoir lors des indépendances (P. Jacquemot, 2012).

De ce qui précède, dans le cadre de cet article, nous avons porté notre choix sur la première méthode, celle par les revenus. Il est en effet généralement reconnu que le revenu est un élément central qui détermine les modes de vie des populations. Parmi les différents marqueurs sociaux, le niveau de ressources économiques est un élément particulièrement explicatif, si ce n'est le plus déterminant, des spécificités catégorielles (R. Bigot *et al.* 2011). Mais ici encore, la littérature récente sur les classes moyennes ne dégage pas de consensus dans le choix des intervalles de revenu à retenir. Face à ce manque de consensus, le seuil international de pauvreté de 2\$ par jour s'est alors imposé comme borne inférieure de l'intervalle de revenu (ADB, 2010; Ravallion, 2010, Banerjee et Duflo, 2008). Ainsi précisée, cette borne permet de considérer que la classe moyenne commence là où la pauvreté se termine, ce qui laisse comprendre qu'il suffit d'être non pauvre pour être membre de la classe moyenne.

3. Importance économique des classes moyennes

La classe moyenne symbolise la sortie de la grande pauvreté et l'accession à une certaine prospérité (P. Jacquemot, 2012). De la sorte, la classe moyenne est en générale considérée comme un des piliers de la croissance et de la stabilité économique. Déjà, en 1366, Aristote soulignait que le bien-être d'une nation se mesure à l'aune de ses classes moyennes. Théoriquement, cela se justifie par le fait que cette classe est constituée d'agents économiques situés aux niveaux intermédiaires de l'échelle des revenus. Ce sont des individus situés entre les moins lotis et les plus fortunés (J. Damon, 2012). Aussi, l'expansion d'une classe de salariés, situés aux niveaux intermédiaires de l'échelle des revenus et capables de

⁴⁷ Le terme « classe moyenne » n'est pas forcément traduisible dans toutes les langues.

consommer des biens de plus en plus diversifiés, est, théoriquement, un facteur d'industrialisation. Selon le Magazine Afrique Méditerranée Business du 18 juillet 2014, il n'est pas de pays émergents dont la croissance ne repose pas, pour tout ou en partie, sur un marché de consommation intérieur porté par une classe moyenne.

Les classes moyennes peuvent ainsi être considérées comme « moteur » de la consommation qui, du point de vue keynésien, est le premier pilier de la croissance économique. C'est ainsi que M. Clément et E. Rougier (2015) relèvent que si la taille de la classe moyenne est trop limitée, ou si cette classe moyenne n'est pas suffisamment différenciée de la classe de revenu supérieur ou de la classe de revenu inférieur, alors le développement d'une production diversifiée est bloqué, et l'économie garde des caractéristiques dualistes, les plus riches consommant des biens de luxe importés, et les plus pauvres consommant des produits de première nécessité produits localement avec une faible productivité. Par exemple, en Chine et aux Philippines, le taux d'équipement en télévision dépasse 95 % pour les ménages de la classe moyenne supérieure (c'est-à-dire entre 10 et 20 \$ par jour) alors qu'il se situe à 44 % pour les ménages les plus pauvres (avec moins de 1,25 \$) (M. Clément et E. Rougier, 2015). Un tel écart s'observe aussi pour le secteur automobile.

Aux Etats Unis, la classe moyenne s'est constituée à partir des chefs d'entreprise et de fermiers indépendants, subdivisés en plus ou moins gros propriétaires, producteurs et négociants (J. Damon, 2014). Ces indépendants ont accédé ou ont été contraints au salariat. Dans les grandes entreprises, ce sont les « cols blancs » salariés, qui ont incarné les hiérarchies intermédiaires, constituant ainsi une « nouvelle classe moyenne » américaine. Le sociologue américain Charles Wright Mills (1951) note alors que ces cols blancs, avec leurs aspirations et modes de vie, ont profondément structuré la société américaine. Citadins, les cols blancs visaient la métropolisation des Etats-Unis sur des standards de vie condensés et valorisés dans l'expression *American Way of Life*.

En Asie, c'est la classe moyenne qui a permis une croissance soutenue des investissements et de la consommation et s'est par la suite affirmée comme le moteur de la demande mondiale (Hugon *et al.* 2012). La classe moyenne asiatique aurait ainsi permis à la fois par sa taille et ses niveaux d'éducation, de remodeler tout à la fois le marché du travail global et les scénarios de division internationale du travail des décennies futures (Freeman, 2007). La

trajectoire des pays comme Taïwan ou la Corée du Sud confirme qu'au fur et à mesure de l'accroissement des revenus, et donc de l'expansion des classes moyennes, le niveau et la structure de la consommation se sont profondément modifiés.

En Europe, bien que cette classe était très diversifiée, comme partout ailleurs, les individus appartenant à la classe moyenne se regroupaient autour de valeurs communes et avaient des ambitions pour leurs enfants tout en attachant une grande importance à l'éducation, ce qui a façonné l'avenir de ce continent et sa situation actuelle en matière de développement.

Murphy *et al.* (1989) relèvent alors que, du fait que la classe moyenne présente généralement un poids démographique supérieur à celui des groupes à revenu élevé, elle peut créer des opportunités de marché et d'économies d'échelle pour les entreprises nationales. Au-delà de la réduction de la pauvreté et des inégalités, la montée en puissance des classes moyennes engendre des conséquences dans plusieurs domaines: des demandes fortes en matière d'investissement dans les services sociaux et sanitaires, un accroissement de la libéralisation économique accompagné d'une exigence en matière de gouvernance (J. Damon, 2013). Cette exigence sous-entend alors moins de corruption et plus de participation. L'auteur souligne que la sortie de la simple logique de survie s'accompagne d'exigences d'ordre éthique, avec des conséquences très pratiques dans la manière de concevoir la vie sociale et politique.

Plus important encore, l'accès des agents économiques de la classe moyenne à des biens diversifiés pousse ceux de classes supérieures à consommer de nouveaux biens. Ceci a pour conséquence de réduire progressivement les prix de divers biens qui deviennent aussi accessibles aux classes inférieures. Simultanément, la baisse plus rapide des prix de certains biens, lorsque les classes de revenu intermédiaire se mettent à les consommer, libère des ressources budgétaires pour les classes de revenu supérieur qui peuvent dès lors consommer de nouveaux produits et ainsi amorcer le développement d'un nouveau secteur (Matsuyama, 2002). L'inverse, c'est-à-dire l'absence d'une classe moyenne clairement identifiée, soit parce qu'il n'y a pas de démarcation claire entre cette classe et la classe de revenu supérieur ou entre classe moyenne et celle à revenu inférieur, ou soit parce que la classe moyenne est majoritairement de la catégorie inférieure, sans véritable pouvoir d'achat, on aboutit à une

impossibilité de développer une production diversifiée. L'économie garde alors une structure duale dans laquelle les plus riches consomment des biens de luxe importés, les plus pauvres continuant à consommer des biens de première nécessité produits localement avec une faible productivité ou importés mais de faible qualité.

La constitution d'une classe moyenne permet aussi de passer du cercle vicieux de la pauvreté au cercle vertueux avec pour corollaire que la demande intérieure, alors en expansion, est progressivement satisfaite par la croissance de la production nationale. Ce cercle vertueux peut alors s'enclencher avec le double phénomène classes moyennes et urbanisation: les consommateurs seront plus nombreux et les marchés gagneront en taille, la construction immobilière connaîtra un boom, de même que la bancarisation de l'économie (P. Jacquemot, 2012), phénomènes d'une importance capitale pour une économie donnée. Cela peut avoir le mérite, à terme, de créer une dynamique de compétitivité exportatrice puisque, selon S. Linder (1961), les nations exportent le surplus de leur production par rapport à la consommation intérieure. Les revenus continueraient alors à augmenter, ce qui permettrait aux agents de la classe moyenne d'être davantage capables d'épargner.

L'épargne des agents de la classe moyenne est intéressante pour un pays non pas du point de vue de son niveau mais dans son utilisation. Les modèles de trappe de pauvreté ont en effet montré que les inégalités d'accès au financement affectent les choix occupationnels et les investissements en capital humain des ménages des PVD, condamnant les plus pauvres à l'oisiveté ou à des emplois très peu productifs (Banerjee et Newman, 1993). Doepke et Zilibotti (2008) ont de leur côté montré combien les classes moyennes, en participant de façon plus intensive à l'émergence de nouvelles activités que les autres groupes sociaux, tendent à investir plus dans le capital humain et à transmettre à leurs enfants des préférences pour l'éducation et l'effort, plutôt que des patrimoines financiers. L'émergence d'une classe moyenne éduquée et moins contrainte financièrement devrait alors favoriser le développement de l'emploi et de l'entreprise moderne, notamment en investissant dans leur capital humain ainsi que dans des activités nouvelles (C. Matthieu et E. Rougier, 2015).

Cette importance de la classe moyenne se trouve renforcée avec les écrits d'Aristote (1366) pour qui toute société politique se divise en trois classes: les riches, les pauvres et les citoyens aisés. Ces derniers forment la classe

intermédiaire. Aristote décrit cette classe comme étant celle dont l'existence est la plus assurée: elle ne désire pas le bien d'autrui comme les pauvres; sa fortune n'est pas convoitée comme celle des riches. Elle est la base d'une bonne organisation sociale: une cité aura nécessairement un bon gouvernement si la classe moyenne a la prépondérance sur les deux autres réunies, ou du moins sur chacune d'elles en particulier. Pour Aristote, les grands Etats sont moins exposés aux mouvements populaires simplement parce que la classe moyenne y est nombreuse alors que les petits sont souvent divisés en deux parties parce qu'on n'y trouve que des pauvres et des riches, ce qu'il appelle les extrêmes sans moyen terme.

En Afrique, l'optimisme lié à la progression de la classe moyenne est due au fait que des projections qui s'y basent font de la sortie de la pauvreté et de l'inclusion dans les catégories intermédiaires d'un nombre croissant d'Africains les facteurs les plus décisifs de la croissance économique à venir (P. Jacquemot, 2012). Ce processus devrait conduire à la formation d'une demande solvable non seulement de biens de consommation, mais également de services publics de meilleure qualité.

4. Existe-t-il une (des) classe(s) moyenne(s) en Afrique?

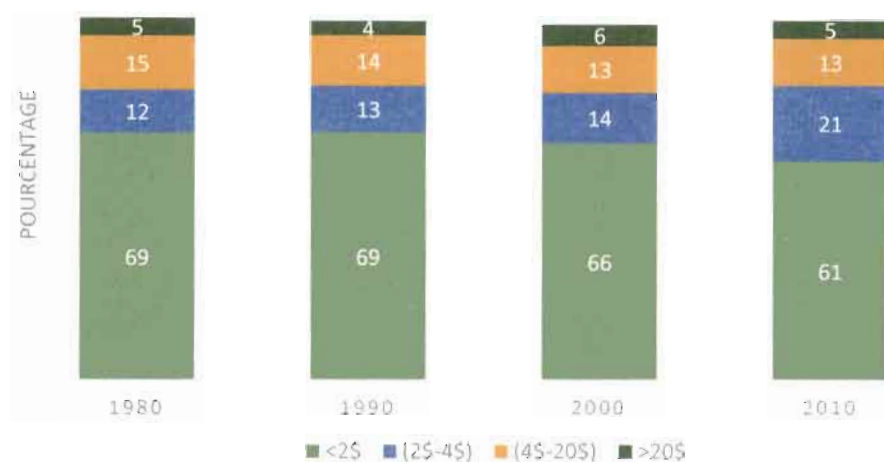
Compte tenu de la diversité des définitions de ce qu'on peut entendre par classe moyenne, et des différents plages de revenus pris en compte, il est difficile d'affirmer l'existence ou non de la classe moyenne en Afrique. Cette difficulté se trouve renforcée en ce sens que la notion de classe moyenne en Afrique a suscité peu de recherche en sociologie et en économie comme si l'idée même de classe moyenne perdait sur le continent africain de son intérêt (D. Darbon et C. Toulabor, 2011). Pour ces auteurs, plusieurs raisons peuvent être évoquées:

- la faiblesse d'une bourgeoisie et d'un prolétariat national (sauf en Afrique du Sud) ;
- le développement limité du mode de production capitaliste et industriel, et un marché formel du travail résiduel ;
- la concurrence d'autres formes de solidarité et de stratification sociales fondées sur les variables identitaires ethniques, claniques ou familiales ou les formes clientélistes et néopatrimoniales de construction des relations de pouvoir.

Au fait, tout repose sur la question de ce que l'on entend par seuil de pauvreté. La Banque mondiale a d'abord fixé ce seuil à 1 \$ par jour et par personne. Sur cette base, en compilant des données de 33 pays, les experts ont estimé au début des années 1990 qu'un tiers de la population des pays en voie de développement vivait effectivement avec moins de 1 \$ par jour. Ce seuil a par la suite été réévalué en 2008 à 1,25 \$ par jour, en le considérant comme seuil d'extrême pauvreté. La Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement ont quant à elles situé les classes moyennes entre 2 \$ et 20 \$, seuil que la BAfD a revu en 2014 pour situer les individus de la classe moyenne comme ceux ayant un revenu compris entre 2,2 et 20 dollars par jour. Le cabinet McKinsey (2010) quant à lui les situe sur un revenu disponible au-dessus de 10 \$. Les approches sont donc extrêmement variées, ce qui explique que l'on ait toujours du mal à bien cerner les frontières des classes moyennes, en fonction des pays et des paramètres retenus (J. Damon, 2013).

Pris globalement, les moins de 2 dollars restent prédominants sur le continent africain comme le montre la figure ci-après :

Graphique 2: Stratification sociale de l'Afrique par revenu journalier



Source: J. Damon (2012)

Il ressort de ce graphique que la proportion des individus vivant avec moins de 2\$ reste élevée même si elle a relativement diminué. Elle est passée en effet de 69 % en 1980 à 61 % en 2010. Celle d'une classe moyenne,

vulnérable (entre 2 et 4 \$) a augmenté de 12 % en 1980 à 21 % en 2010. Les deux dernières tranches, celle dont le revenu est situé entre 4 et 20 \$ et celle avec un revenu supérieur à 20 \$ restent relativement stables.

En 2015, le groupe CFAO a présenté les résultats de son enquête dite « exhaustive » qui dresse les portraits de nouveaux consommateurs en Afrique: ceux de la classe moyenne⁴⁸. Cette enquête a porté sur cinq pays : le Nigéria, le Cameroun, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Maroc. L'enquête s'est focalisée sur les caractéristiques sociales de la classe moyenne, sur ses spécificités et sur ses habitudes de consommation. Les caractéristiques majeures dégagées sont:

- La durée de travail : l'enquête révèle que les individus de la classe moyenne travaillent très dur pour maintenir leur position, soit environ 15h par jour. En effet, les classes moyennes africaines vivent dans la peur de retomber dans la pauvreté ;
- Les lieux d'achat des biens de consommation : 86 % des personnes interrogées vont faire des courses dans les supermarchés ;
- La consommation des TIC : 9 % font leurs courses sur internet, surtout au Nigéria, qui est de plus en plus connecté et où le commerce en ligne fonctionne très bien ;
- Le logement: 39 % des personnes interrogées sont déjà des propriétaires depuis les années des indépendances. Au Maroc, ce chiffre est de 92 %. L'étude trouve que le logement est un facteur important car partout dans le monde, l'accès à la propriété est un indicateur fort de la classe moyenne ;
- La qualité des produits achetés : les individus de la classe moyenne en Afrique se différencient aussi du reste de la population en achetant des produits qui ont plus de valeur et qui de ce fait sont de plus en plus coûteux : 98 % des personnes interrogées ont un smartphone, 73 % ont un ordinateur pour aider aussi leurs enfants dans les études et ont aussi une voiture à titre privé ;
- La qualité des soins: être soigné dans de bonnes conditions est aussi une des priorités de la classe moyenne. 56 % des personnes

⁴⁸ Une communication y relative est disponible sur <http://www.afrik.com/en-2040-la-classe-moyenne-representera-900-millions-de-personnes-en-afrique-selon-cfao>

interrogées ont privilégié des entreprises qui ont des assurances santé.

- Les loisirs: l'enquête trouve que les classes moyennes n'accordent pas beaucoup d'importance aux loisirs. Elles consacrent beaucoup de temps à leurs familles, leurs enfants et à l'église et par conséquent, très peu de temps aux loisirs et aux médias.

La pluralité des seuils à prendre en considération a aussi amené la BAfD (2011) à classer la classe moyenne en trois catégories pour ce qui est de l'Afrique:

Le groupe « flottant » (« *floating middle class* »): Ce groupe est constitué par des individus à peine émergé de la précarité. Il englobe des individus dépensant en réalité entre 2 \$ et 4 \$ par jour en parité de pouvoir d'achat 2005 pour vivre. Il est situé juste au-dessus du seuil de pauvreté. Selon la BAfD (2011), ce groupe a crû le plus vite ces dernières années, passant d'à peine plus de 10 % de la population en 1980 à plus de 20 % en 2010. Ses membres sont « sortis » du lot des très pauvres, tout en demeurant dans une position instable et vulnérable, avec le risque de retourner dans la précarité lorsqu'advient une situation critique (chômage, récession, fortes hausses des prix alimentaires importés, épisodes climatiques défavorables, etc.). Dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, il compte pour plus de 50 % de la classe moyenne totale, à l'instar de la Côte d'Ivoire ou du Ghana qui se présentent comme des cas typiques.

Le groupe intermédiaire: Il dispose d'un revenu quotidien entre 4 \$ et 10 \$ par jour en parité du pouvoir d'achat 2005. Ses membres entrés dans la « petite prospérité » (le *Xiaokang* chinois), bénéficient d'un statut social amélioré; ils ont réglé leur problème de survie. Ils sont sortis de la menace du quotidien, accédant à une aisance toute relative, avec un revenu « arbitral » qui croît et qui permet, conformément à la loi d'Engel⁴⁹, d'accéder à certains biens une fois la consommation alimentaire de base assurée.

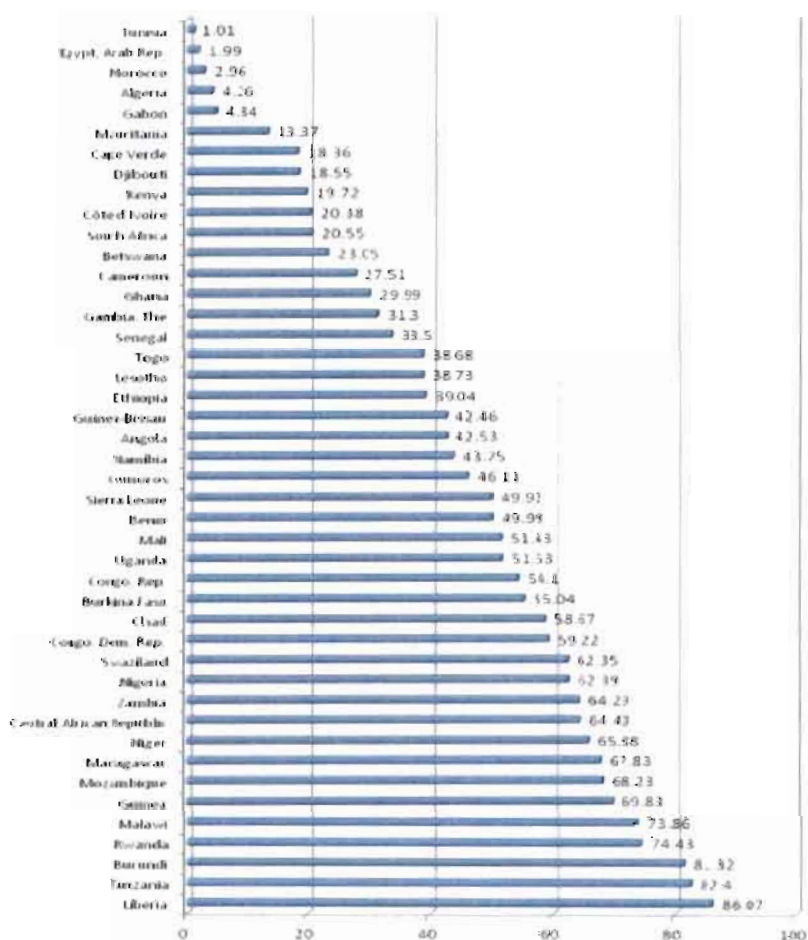
⁴⁹La loi d'Engel stipule que lorsque le revenu augmente, les dépenses alimentaires occupent une part décroissante dans l'ensemble des dépenses du ménage, alors que c'est l'inverse pour les dépenses qu'il qualifiait "de luxe" (transports, livres, journaux, sorties...), les dépenses d'habillement progressant quant à elles à peu près au même rythme que le revenu.

Le *groupe supérieur*, aussi appelé le groupe des « *Africa First* » sont au-delà de 10 \$ par jour en parité de pouvoir d'achat 2005. Il représente environ 4 % de la population. Il s'agit principalement des investisseurs locaux ou des entrepreneurs, des hommes d'affaires qui prennent activement part au fonctionnement de l'économie et qui ont tout intérêt à la préservation d'un environnement stable aussi bien sur le plan politique, sécuritaire que sur les principaux indicateurs de performance économique.

Pour les individus dont le revenu journalier est au-delà de 20 \$ (PPA 2005), la BAfD les classe dans une classe **des riches**. Elle regroupe les quelques millions de nouveaux riches africains, à qui profite le développement du secteur minier et extractive, des télécommunications ou de l'agroalimentaire et dont quelques-uns se retrouvent au classement Forbes des milliardaires : les diamantaires d'Afrique du sud, les barons du pétrole nigériens ou encore les « haut d'en haut » congolais, pour ne citer que ceux-là.

Le graphique ci-après montre alors la répartition de la population africaine dans les classes moyennes avec et sans groupe flottant.

Graphique 3: Part des classes moyennes dans la population totale en 2010



Source: Banque Mondiale, 2011

Il est clair, d'après ce graphique, que l'Afrique du Nord concentre une forte proportion d'individus appartenant à la classe moyenne avec 77 % des habitants qui en font partie, contre 36 % en Afrique centrale devant l'Afrique australe, qui arrive en troisième position, presque à égalité avec l'Afrique de l'Ouest (34 %). L'Afrique de l'Est est bonne dernière.

L'analyse de la BAfD (2011) montre que la Tunisie, le Maroc et l'Égypte (Afrique du Nord) sont les pays ayant les classes moyennes les plus importantes en Afrique, représentant respectivement 89,5 %, 84,6 % et 79,7 % de leur population. Au Cameroun, au Congo-Brazzaville et au Gabon, les classes moyennes représentent respectivement, 39,2 %, 31,4 % et 75,4 % de la population. En conséquence, la part de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté est la moins élevée en Afrique du nord, comparativement aux autres parties du continent africain.

Graphique 4: Part d'individus vivant avec moins de 1,25 \$



Source: Banque Mondiale, 2011

Ce graphique montre que plus un pays a une part importante des individus appartenant à la classe moyenne, moins est la part de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté et plus l'économie peut espérer pouvoir se lancer sur le sentier de croissance d'une façon vigoureuse et durable.

En retenant une approche basée sur le revenu, et en considérant, dans une perspective mondiale une classe moyenne avec 10 à 100 \$ PPA par jour, l'OCDE a produit une classification des classes moyennes. Il ressort de cette classification que l'Afrique reste à la traine des autres continents comme le montre le tableau ci-après:

Tableau 2: Les classes moyennes mondiales: évaluation et projection (en millions d'individus et en %).

	2009		2020		2030	
Amérique du Nord	338	18 %	333	10 %	322	7 %
Europe	664	36 %	703	22 %	680	14 %
Amérique du Sud	181	10 %	251	8 %	313	6 %
Asie	525	28 %	1740	54 %	3 228	66 %
Afrique Subsaharienne	32	2 %	57	2 %	107	2 %
Moyen orient et Afrique du Nord	105	6 %	165	5 %	234	5 %
Monde	1845	100 %	3 249	100 %	4 884	100 %

Source: OCDE; Homi Kharas, 2010

La lecture de ce tableau offre une importante observation: la région économiquement montante dans le monde, l'Asie, a connu une croissance sans cesse importante de la part des individus de la classe moyenne dans sa population totale. Cette classe passe de 28 % en 2009 pour une part estimée à 54 % en 2020 et à 66 % en 2030. Pendant ce temps, celle des autres régions (Amérique, Europe, Moyen Orient et Afrique du Nord) diminue pendant que celle de l'Afrique, la partie la plus pauvre du monde, stagne.

J. Damon (2013) propose de prendre comme mesure la voiture. Ce seuil d'accès à la définition de ce qu'est une classe moyenne a, selon J. Damon (2013), le mérite de la simplicité et de la logique. En effet, l'auteur rappelle

que c'est avec la Ford T que l'Amérique découvre sa *middle class* et propose au monde son fameux *American way of life*. En Europe de l'après-guerre, c'est la floraison de l'industrie automobile qui inaugure la phase des Trente Glorieuses. Chaque famille aspirant à avoir sa voiture, cela a eu une incidence directe sur le réseau de transports, l'aménagement urbain ou immobilier. Et d'objet de luxe, l'automobile est devenu et reste toujours un outil indispensable, sans lequel on ne peut pas travailler. Si, d'après J. Damon (2013), l'on connaît le nombre de voitures d'un pays et qu'on le multiplie par le nombre moyen d'individus par ménage, on obtient une photographie approximative mais assez juste de la classe moyenne.

De ce point de vue, l'Afrique reste mal classée, comparée aux autres continents. En effet, en 2014, le nombre de voitures pour 1000 habitants était établi comme suit⁵⁰ :

- 661 en Amérique du Nord ;
- 569 dans l'Union Européenne ;
- 551 au Japon et en Corée du Sud ;
- 277 en Russie, Turquie et en Europe (hors UE) ;
- 176 en Amérique du Sud
- 79 en Asie, Océanie et au Moyen Orient ; et
- 44 en Afrique.

Il convient aussi de noter que la répartition du revenu reste très inégalitaire en Afrique, ce qui renforce le risque de pauvreté. Le quintile supérieur de la population (les 20 % les plus riches) détient 50 % de la richesse en Afrique subsaharienne, mais le quintile inférieur (les 20 % les plus pauvres), moins de 5 % (Perceval, 2014). Aux inégalités internes, s'ajoutent les inégalités entre pays. Environ le cinquième de la population africaine (200 millions de personnes) vit dans des pays en conflits, où règnent l'insécurité, la violence, la mauvaise gouvernance. Ce sont en général des pays où la population vit d'une agriculture de subsistance et reste affectée par la grande pauvreté. Ainsi, l'Afrique reste d'abord et avant tout le continent de la pauvreté: au sud du Sahara, 400 millions de personnes (la moitié de la population) disposent toujours de moins de 1,25 dollar par jour pour vivre. Les deux tiers de moins de deux dollars. La moitié de la

⁵⁰ <http://www.futura-sciences.com/planete/questions-reponses/automobile-y-t-il-plus-voitures-monde-1033/>

population a moins de 25 ans. Le chômage massif touche la jeunesse : 200 millions de personnes, 60 % des chômeurs du continent, sont des jeunes Africains de 15-24 ans. Il la renvoie dans le secteur informel, qui continue d'assurer plus de la moitié des emplois.

La situation telle que décrite ci-dessus ne laisse donc pas la possibilité de répondre sans ambiguïté à la question de savoir s'il existe ou pas une classe moyenne en Afrique. Si son importance économique (et même politique) est sans équivoque, la faiblesse de cette classe en Afrique serait une des causes majeures de son sous-développement. Selon la BAfD (2016), dans 27 pays africains (sur 54 au total), le PNB par habitant et par an reste inférieur à 1 000 dollars, soit un des plus faible au monde.

Conclusion

La question en rapport avec l'évolution de la proportion des individus appartenant à la classe moyenne préoccupe plus d'un. L'importance accordée à cette classe provient du fait qu'elle perçue comme pouvant être à l'origine de l'expansion économique et source de nombreuses opportunités d'affaires.

Elle a par exemple permis une croissance soutenue de la consommation et des investissements en Asie. Aux Etats Unis, la classe moyenne constituée de chefs d'entreprises et de fermiers indépendants (les Cols Blancs) a profondément structuré la société américaine pour la propulser à des standards de vie condensés et valorisés dans ce que les américains ont convenu d'appeler « *The American Way of Life* ».

Le rythme de développement dans le monde serait ainsi lié à la progression de cette classe, dont l'importance varie dans le temps et dans l'espace.

Dans les pays en développement, les chiffres montrent que la part de la population appartenant à la classe moyenne a augmenté mais que cette augmentation est due essentiellement à la croissance économique vigoureuse en Asie qui contribue à près de deux-tiers (la contribution de la Chine étant estimée à environ la moitié).

Au vue de l'importance économique de la classe moyenne, la position de l'Asie serait ainsi largement suffisante pour expliquer pourquoi elle est la région la plus dynamique du monde. Cela serait aussi une explication plausible de pourquoi l'Afrique bouge moins. En effet, même si, selon la BAFD, environ 1/3 de la population africaine appartiendrait à la classe moyenne, toutes catégories confondues, beaucoup d'études ont montré que plus de 60 % de la population vivent encore en dessous du seuil de pauvreté et que, parmi ceux de la classe moyenne, la part de ceux qui appartiennent à la classe flottante, particulièrement vulnérables aux chocs externes, restent prépondérant (plus de 20 %).

Les pouvoirs publics devraient alors prendre des mesures à même de favoriser l'émergence de la classe moyenne et ainsi stimuler la demande qui, dans la logique keynésienne, devrait permettre des investissements de plus en plus importants et la croissance économique qui en serait la conséquence.

Bibliographie

ADB (Asian Development Bank) (2010), The rise of Asia's middle class, in ADB (ed.) *Key indicators for Asia and the Pacific 2010*, Metro Manila (Philippines), *Asian Development Bank*, 1-57.

Afrique Méditerranée Business (2014), *La force des classes moyennes*, 18 juillet.

BAfD (2011), *The middle of the pyramid: dynamics of the African Middle Class in Africa*, Avril 2011

Banerjee A. et Newman A.F. (1993), «Occupational choice and the process of development », *Journal of Political Economy*, 101(2), pp. 274-298.

Banerjee A. et Duflo E. (2008), “What is middle class about the middle classes around the world?” *Journal of Economic Perspectives*, 22(2), 3-28.

Banque Mondiale (2015): “Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies”, *Policy Research Note*.

Bigot R., Croutte P. et Müller J. (2011), « Les classes moyennes en Europe », *Cahier de Recherche*, CREDOC, n° 282

Birdsall N., Graham C. et Pettinato S. (2000), Stuck in tunnel: Is globalization muddling the middle? *Brookings Institution Working Paper*, n° 14, Washington DC, 37 p.

Boston Consulting Group (2013), *Understanding the consumers in the Many Africas*, Mars 2013

Clément M. et E. Rougier (2015), “Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est: mesures et enjeux », *Monde en développement*, n° 169, pp. 31-45.

Damon J. (2012), « Les classes moyennes: définitions et situations », *Etudes*, pp. 605-616.

Damon J. (2013), *Les classes moyennes dans les pays émergents*, Note de la Fondation pour l'Innovation Politique, France.

Damon J. (2013), « Géopolitique des classes moyennes », *CLES*, n° 28

Damon J. (2014), « La classe moyenne américaine en voie d'effritement », *Fondapol*.

Darbon D. et C. Toulabor, (2011), Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique? Une revue de littérature, *AFD Document de travail*, n° 118, Paris.

Delorme F. et S. St-Cerny (2014), « La classe moyenne au Québec s'érode-t-elle vraiment? Contour et évolution », *Document de travail 2014/04*, Université de Sherbrooke. S

Doepke M. et Zilibotti F. (2008), « Occupational choice and spirit of capitalism », *The Quarterly Journal of Economics*, 123(2), pp. 747-793.

Freeman R. (2007), "The great doubling: The challenge of the new global labor market", in

J. Edwards, M. Crain, A. Kalleberg (eds.) *Ending poverty in America: How to restore the American dream*, New York, The New Press, pp. 55-65.

Hugon P., Nicet-Chenaf D. et E. Rougier (2013) La crise qui révéla l'émergence : 2008- 2009, in A. Piveteau, E. Rougier, D. Nicet-Chenaf (dir.) *Emergences capitalistes aux suds*, Paris, Karthala, 27-43.

Jacquemot P. (2012), « Les classes moyennes changent-elles la donne en Afrique? Réalité, enjeux et perspectives », *Afrique contemporaine*, De Boeck Supérieur, n° 244, pp. 17-31

Jacquemot P. (2012), « Les classes moyennes en Afrique: introduction thématique », *Afrique Contemporaine* », n° 244, pp. 13 à 15.

Matsuyama K. (2002), "The rise of mass consumption societies", *Journal of Political Economy*, 110(5), pp. 1035-1070.

Matthieu C. et Rougier E. (2015), « Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est: mesures et enjeux », *Monde en développement*, n° 169, De Boeck Supérieur, pp. 31-45.

Mills C. W (1966), « Les Cols blancs, essai sur les classes moyennes américaines », *l'Homme et la Société* », Paris, Maspéro.

Morgane Le Cam (2015), La taille de la classe moyenne africaine divise les experts, *Le Monde*, disponible sur

<http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/06/19/la-taille-de-la-classe->

[moyenne-africaine-divise-les-experts_4658109_3212.html](#), consulté le 18 juin 2016 ;

Murphy K.M., Shleifer A. et R. Vishny (1989), "Income distribution, market size and industrialization", *The Quarterly Journal of Economics*, 104(3), pp. 537-564.

ONU (2015), *Objectif du Millénaire pour le développement*, Rapport 2015, New York.

Perseval (2014), *Afrique: le défi des classes moyennes*, disponible sur : <http://www.fdesouche.com/608729-afrique-le-defi-des-classes-moyennes>, consulté le 31 octobre 2016.

Pezzini M. (2012), « Une classe moyenne émergente », *Annuaire de l'OCDE*.

Standard bank (2014), *Understanding Africa's Middle Class*, Août 2014



Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to cite this article

NDAYIZEYE Léonidas, Classes moyennes et perspectives de croissance et de développement économiques en Afrique, pp. 199-226, Cahiers du CURDES n° 16, Décembre 2016.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr